Au Rwanda, HRW dénonce la répression contre les opposants politiques

@rib News, 30/09/2017 â€“ Source Human Rights Watch Rwanda : Rpression politique post-lectorale Arrestations, disparitions forces, menaces contre des opposants (Nairobi, le 29 septembre 2017) â€“ Au Rwanda, des opposants politiques sont arrts, victimes de disparition force et font lobjet de menaces depuis les lections prsidentielles mois doctobre 2017, a dclar aujourdhui Human Rights Watch. Le prsident en place, Paul Kagame, a remport lections avec un score annonc de 98,79 pour cent des voix.

Parmi les personnes cibles figurent Diane Rwigara, qui avait port sa candidature llection prsidentielle en tant quindpendante, avant que celle-ci ne soit rejete, les membres de sa famille et ses partisans, ainsi que plusieurs leaders et membres des Forces dmocratiques unifies (FDU)-Inkingi, un parti dopposition. La rpression du gouvernement rwandais montre quil nest nullement dispos tolrer la critique ou accepter que les partis djouent un rle, et cela envoie un message effrayant ceux qui oseraient remettre en cause le statu quo , a dclar Sawyer, directrice pour lAfrique centrale Human Rights Watch.   Chaque arrestation au Rwanda implique que de moins en moins de personnes vont oser lever leur voix contre la politique ou les abus de ltat . Les autorits rwandaises nont pris aucun risque pour llection prsidentielle du 4 aot, et ce malgr les faibles chances des dopposition, quels quils soient. Plusieurs aspirants la prsidence ont vu leur participation interdite. Les deux autres candidats autoriss se lancer dans la course et rivaliser contre Kagame, Frank Habineza et Philippe Mpayimana, ont rapport avoir t victimes de harclement, de menaces et dintimidations. Au cours des jours qui ont suivi llection Human Rights Watch sest entretenu avec des activistes locaux et des citoyens ordinaires qui ont fait tat dintimidation et dirrgularits tant au cours de la campagne que durant le scrutin. Le 29 aot, les forces de police se sont prsentes au bureau de Diane Rwigara Kigali, la capitale, et lont emmene son domicile, o elles ont interrog Diane Rwigara et les membres de sa famille, auxquels elles ont interdit de quitter leur maison. Le 30 aot, la suite de rumeurs indiquant que Diane Rwigara avait t arrte ou victime de disparition force, la police a annonc quelle navait pas mais quelle faisait lobjet dune enqute en cours. Aprs plusieurs semaines dintimidation, dinterrogatoires, restrictions de mouvements qui leur ont t imposes, Diane Rwigara et sa sur, Anne, qui a la double nationalit rwandaise et amricaine, ainsi que leur mre Adeline, qui a la double nationalit rwandaise et belge, ont t arrtes le 23 septembre. Elles sont dtenues par la police Kigali. La police explique quelle a arrt toutes les trois, entre autres pour avoir rvl en public des informations qui daprs la loi sont supposes tre confidentielles . Au cours de semaines dinterrogatoires prcdant son arrestation, Diane Rwigara a expliqu Human Rights Watch quelle accuse de faux concernant des signatures prsumes invalides pour ltablissement de sa candidature, davoir illgalement constitu et dirig une organisation politique et dinciter linsurrection et au trouble parmi la population. Elle a galement t accuse de fraude fiscale. Au cours des jours qui ont prcd son arrestation, Diane Rwigara sest exprime dans les mdias internationaux et a critiqu les actions de la police et les accusations son encontre. Quelques heures avant son arrestation, Diane Rwigara a dit lun de ces mdias que sa famille tait   perscutes par ses critiques lgard du gouvernement . Le harclement de Diane Rwigara a commenc au mois de mai, lorsqu quelques heures aprs lannonce de son intention de participer llection prsidentielle des photos delle nue ont t diffuses sur les rseaux sociaux afin visiblement de tenter de lhumilier et de lintimider. Diane Rwigara a affirm que les photos avaient t photoshopes. En juillet, la Commission lectorale nationale a rejet sa candidature, affirmant que nombre des signatures soutenant sa candidature ntaient pas valides. Diane Rwigara a rfut ces accusations et affirm quelle avait rempli les exigences pour tre ligible.   Tout ceci est li mes activits politiques , a rapport Diane Rwigara Human Rights Watch le 13 septembre.   Ils ne voulaient pas me laisser mener ma campagne librement et maintenant ils en ont aprs moi et ma famille . Depuis que Diane Rwigara fait lobjet dune enqute de police, certains de ses partisans ont t arrts ou harcels. Le 12 septembre, la police a arrt un partisan son domicile o ils ont trouv des T-shirts de soutien Diane Rwigara. Il a t dtenu dans un lieu inconnu et interrog propos de Diane Rwigara, avant dtre relch cinq jours plus tard. Deux des membres de la famille de ce partisan ont galement t arrts et a t libr aprs avoir t dtenu une semaine dans un lieu inconnu. Lautre membre est, lui, toujours en d. Larrestation de Diane Rwigara intervient alors que la pression sur dautres opposants politiques va croissant. Le 6 septembre, sept membres des FDU-Inkingi ont t arrts par la police, parmi lesquels figuraient quatre des leaders du parti : Boniface Twagirimana, premier vice-prsident ; Fabien Twagirayezu, responsable de la mobilisation du parti ; Lonille Gasengayire, trsorier adjointe ; et Gratien Nsabyarimeye, commissaire adjoint. Thophile Ntirutwa, reprsentant du parti Kigali, a t port disparu le 6 septembre. La police a par la suite arrt dautres membres des FDU-Inkingi. Depuis 2010, les FDU-Inkingi sont confrontes des dfis srieux. Le parti na t autoris ni se prsenter ni participer aux lections et ses membres ont t arrts et harcels maintes reprises. La prsidente du parti, Ingabire, est depuis 2010 en prison o elle purge une peine de 15 ans prononce lissue dun procs entach dirrgularits. Le 26 septembre, les accusations ont t confirmes contre huit membres des FDU-Inkingi, dont les quatre leaders, et ils sont actuellement placs en dtention prventive Remera, une banlieue de Kigali. Ils sont inculps de cration dun groupe arm irrgulier et de dlits contre le prsident. Lun des membres du parti a t libr Thophile Ntirutwa, le membre des FDU-Inkingi port disparu le 6 septembre, a t victime de disparition force et dtenu au secret pendant 17 jours, jusqu ce quun membre de sa famille ne puisse lui rendre visite au poste de police de Remera le 23 septembre. Au cours de cette priode, la police na pas voulu confirmer Human Rights Watch ou sa famille sest-il t libr non en dtention. Thophile Ntirutwa na pas t inculp. Un homme emmen en mme temps que Thophile Ntirutwa plus tard racont Human Rights Watch il tait en train de traverser la rue avec Thophile Ntirutwa Kicukiro, une banlieue de Kigali,   lorsquune voiture sest arrte et nous avons t contraints dmonter par des hommes arms avec des pistolets. Lun deux a dit : Nous vous emmenons parce que vous voulez crer de linscurit au Rwanda. Nous recouvrons la tte pour que nous ne puissions pas voir o nous allons . Il a ensuite t interrog au sujet du

parti. « Lorsque j'ai demandé un avocat, ils m'ont dit : "Nous te tuerons". Ils m'ont poussé à continuer de refuser de répondre à nos questions, tu vas voir ». Après une vingtaine d'heures, il a été libéré de police de Remera. Théophile Ntirutwa avait été détenu avant, le 18 septembre 2016, présumément par la Nyarutarama, une banlieue de Kigali. Il a été détenu, battu et interrogé sur son affiliation aux FDU-Inkingi, puis relâché deux jours plus tard. Léonille Gasengayire, une autre des personnes arrêtées, avait précédemment été arrêtée pour avoir rendu visite en prison à Victoire Ingabire en mars 2016. La police l'avait détenue pendant trois jours, l'avait battue et interrogée et lui avait refusé un avocat. La police l'avait libérée sans inculpation avant de l'arrêter à nouveau en août 2016 et de l'accuser d'incitation à l'insurrection et au trouble parmi la population. Elle avait également accusé d'attiser l'opposition locale à l'expropriation des habitants locaux de leurs terres dans son district de soutenir les FDU-Inkingi. Les habitants locaux qui avaient essayé de témoigner en sa faveur lors de son procès ont subi des intimidations. Un tribunal l'a acquittée et libérée le 23 mars 2017. Les disparitions forcées, les arrestations et les détentions illégales et les mauvais traitements constituent des violations manifestes du droit rwandais et du droit international. Human Rights Watch a documenté au cours des dernières années de nombreux cas dans lesquels les opposants au gouvernement, et plus particulièrement ceux accusés d'être une menace pour la sécurité de l'État, ont été placés en détention par l'armée et souvent torturés ou mal traités dans le but d'obtenir des informations ou de les forcer. Des opposants politiques ont également été reconnus coupables de crimes contre la sécurité de l'État et condamnés à de longues peines d'emprisonnement à l'issue de procès entachés d'irrégularités. Les autorités devraient clarifier les circonstances de la détention au secret de Théophile Ntirutwa et s'assurer que les responsables de telles détentions illégales vont devoir répondre de leurs actes, a déclaré Human Rights Watch. Les autorités devraient également veiller à ce que les tribunaux ne soient pas utilisés à des fins politiques et à ce que les opposants politiques accusés de crimes bénéficient de procès libres et équitables. « Le gouvernement a recours à ses stratégies habituelles pour écraser la contestation », a conclu Ida Sawyer. « Les bailleurs de fonds du Rwanda et les autres acteurs internationaux devraient condamner cette vague de répression flagrante contre l'opposition politique ».

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});